Belgeo

Revue belge de géographie

2 | 2018

Patrimoine, environnement et développement : sens et contresens pour l'espace rural en Afrique

Entre « développement » et conservation des aires naturelles : jeux de pouvoir, conflits d'usage et marginalisation dans la vallée du Kilombero en Tanzanie

Between “development” and environment conservation: power relationships, land use conflicts, marginalization in the Kilombero valley, Tanzania

Adriana Blache

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/belgeo/27419>

DOI : 10.4000/belgeo.27419

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Référence électronique

Adriana Blache, « Entre « développement » et conservation des aires naturelles : jeux de pouvoir, conflits d'usage et marginalisation dans la vallée du Kilombero en Tanzanie », *Belgeo* [En ligne], 2 | 2018, mis en ligne le 19 septembre 2018, consulté le 08 février 2023. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/27419> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.27419>

Ce document a été généré automatiquement le 8 février 2023.

Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Entre « développement » et conservation des aires naturelles : jeux de pouvoir, conflits d'usage et marginalisation dans la vallée du Kilombero en Tanzanie

Between “development” and environment conservation: power relationships, land use conflicts, marginalization in the Kilombero valley, Tanzania

Adriana Blache

Introduction

- 1 En Tanzanie, les contradictions qu'entraînent des politiques centrées à la fois sur une économie de rente extractive et extravertie, et sur une sensibilisation croissante pour la nécessité d'une conservation néolibérale de la « Nature », provoquent, sur le terrain, des conflits d'usage importants. L'espace est un produit politique ; la mise en « cluster »¹ d'un espace pour une agriculture industrialisée est politique ; la mise en réserve des zones humides pour la protection des *puku*² est politique également. Au-delà des ressources qu'il enclot, le contrôle de cet espace par les autorités politiques et économiques est un moyen de subordination des sociétés qui l'habitent. Historiquement, ce modèle de développement, axé sur une « modernisation »³ de l'agriculture tanzanienne (Illife, 1979 ; Havnevik, 1993 ; Sunseri, 2002), et couplé à l'idéal exotico-colonial d'une nature à préserver des menaces « indigènes », a façonné l'espace par le haut, sans considération préalable de son usage initial, sur lequel une pluralité de « toiles de vies » (Lefebvre, 1974) s'est tissée. Bien qu'ancienne dans le pays, l'exploitation des ressources foncières et souterraines pour la production agricole ou l'extraction minière ou gazière, connaît un regain d'activité particulièrement important. Aujourd'hui, via des corridors de modernisation et une croissance agricole

« verte » comportant des volets environnementaux, les objectifs de développement du pays (et de « réduction de la pauvreté ») s'opèrent à travers un aménagement agrotechnicien « verdissant » (*green economy*) hyperconnecté aux échelles locales, nationales, régionales et internationales. Par ailleurs, ces programmes promeuvent avec de plus en plus de vigueur la gestion décentralisée des ressources et de la « Nature », au plus près des villageois, et l'intégration des petits producteurs au « marché ».

- 2 La question de recherche porte sur la production de l'espace et ses contradictions dans le temps historique du développement colonial et postcolonial, en nous interrogeant sur les continuités ou discontinuités qu'introduisent les dynamiques contemporaines. Nous nous situons ici dans ce que Henri Lefebvre (1975, pp. 375-376) appelait « l'extension du capitalisme à l'espace » et à ses conséquences : « l'économie fétichisée dans le marché mondial et l'espace qu'il détermine, la politique portée à l'absolu ne risquent-ils pas de détruire leur propre fondement, la terre, l'espace, la ville et la campagne ? » Comment différents pouvoirs aux intérêts entrelacés conçoivent et traitent l'espace de façon absolue, à des échelles géographiques elles-mêmes imbriquées (du global au local), tout en imposant à l'échelle locale de multiples fragmentations dont une des fonctions est sinon d'exclure, du moins de dissoudre sociétés rurales et espaces de vie (campagnes) dans des territoires informels ou informels sans perspectives ? Henri Lefebvre voyait là une « contradiction principale » mais en soulignant qu'il n'y a pas « d'un côté l'espace global (conçu) et de l'autre l'espace fragmenté (vécu) », l'espace étant à la fois « total et cassé, global et fracturé » (*ibid.*, pp. 410-411).
- 3 Nous prendrons le cas de la vallée du Kilombero, située dans la région de Morogoro, à près de 420 km au sud-ouest de Dar es Salaam (figure 1)⁴. La vallée du Kilombero et les montagnes environnantes ont été, depuis la colonisation allemande, intégrées aux logiques d'économie de rente (productions arboricoles, agricoles ensuite) mais également à des logiques conversationnistes importantes. La vallée et les escarpements alentours ont été idéalisés pour leurs ressources en eau, la présence de forêts exploitables et une fertilité des sols souvent surévaluées/surdéterminées (Jätzold, Baum, 1968 ; Larson, 1976 ; Monson, 2009). En effet, pendant la période coloniale, les colons voyaient déjà dans cet espace « le grand potentiel de ces plaines, renforcé par ses sols alluviaux fertiles, qui attirèrent l'attention dès 1909⁵ » (Martiniello, 2015). Un indicateur de cette convoitise ancienne est la réalisation, grâce à des photographies aériennes et des travaux de terrain, d'analyses sur la qualité et la composition des sols de la vallée au début des années 1950 (au 1:500 000⁶). Ces analyses intégraient également le développement d'une liaison ferroviaire dans la vallée (Kauzeni, 1993, p. 27), déjà imaginée par les Allemands en 1909 (Beck, 1964) et construite en 1974, grâce à la coopération chinoise (Monson, 2009). Dans les districts de Kilombero, Ulanga et Malinyi⁶, plus de 80 % des terres ont déjà été mises en réserve pour la conservation de l'environnement et de la biodiversité, l'extraction minière, les centrales hydroélectriques ou les monocultures. Néanmoins, depuis 2010, le couloir de modernisation agricole SAGCOT⁷ a identifié 182 198 ha (28 % des terres villageoises du district de Kilombero) « qui pourraient être offertes à l'investissement » (SAGCOT, 2012b, p. 12). La vallée du Kilombero, présentée comme « grenier de la Tanzanie » est au centre des discours actuels de ce programme de modernisation : « ces 800 000 ha de plaines inondables sont parmi les plus précieux en Tanzanie pour la production de riz

et de canne à sucre à grande échelle, grâce à ses inondations saisonnières et son potentiel pour des projets d'irrigation à grande échelle⁸ » (SAGCOT, 2013, p. 27). Néanmoins, cet espace connaît une croissance démographique importante depuis les années 1980⁹, et une densité de population forte, dont la réalité est bien différente de celle donnée par les autorités qui présentent des terres fertiles et irrigables, vacantes et inutilisées, prêtes à l'investissement.

Figure 1. Carte de la vallée du Kilombero.

Réalisation : auteure, 2018

Source : données géolocalisées des départements d'aménagement des districts de Kilombero et d'Ulanga

- 4 Nous proposons ainsi d'analyser la façon dont, en Tanzanie, la construction scientifique et l'instrumentalisation politique et économique des concepts *d'environnement*, de *patrimoine naturel* et de *développement* ont servi et servent encore la mainmise de l'État colonial et postcolonial sur le mode d'aménagement de l'espace et les ressources¹⁰. Nous aborderons les contradictions entre les discours associés aux projets de développement (agricoles, arboricoles, miniers ou hydroélectriques) et de conservation de l'environnement, en émettant l'hypothèse qu'au-delà de contradictions, ce sont plutôt des complémentarités que l'on peut observer dans un projet plus global de territorialisation (Bluwstein, Lund, 2016). Dans une première partie, nous verrons que la « Nature », placée au centre des projets de réserves coloniaux et postcoloniaux a servi et sert encore d'outil de légitimation de restriction et de contrôle d'un espace, et permet leur exploitation, que ce soit pour l'arboriculture ou le tourisme. Dans un second temps, nous verrons qu'au-delà du discours conservationniste, cette « Nature » peut servir de ressource pour l'activité extractive au sein même des réserves et le développement agricole dans les interstices de la conservation.

La « Nature » comme outil de légitimation de la restriction d'accès aux ressources

- 5 L'acceptation de l'opposition conservation/préservation en Tanzanie a historiquement été un outil d'exclusion des populations locales hors d'un espace dont elles menaceraient la biodiversité et les ressources. Aujourd'hui, dans une vision classique de la *Wilderness* (Larrère, 2006), le discours dominant des institutions en charge de la protection de l'environnement¹¹ reste encore fortement marqué par la représentation des paysans et éleveurs qui *dévastent, détruisent et érodent* la « Nature » et leur environnement (Chartier, Rodary, 2016). Il faut donc de façon *légitime* les en écarter et délimiter des zones de nonaccès total ou d'accès régulé selon les usages de leurs ressources. Cette logique n'est pas nouvelle : elle s'inscrit dans une longue histoire de l'accaparement des terres¹², direct ou indirect, dont le principe et les moyens de la mise en œuvre, d'essence coloniale, ont pour fonction de masquer ou de sublimer les contradictions observées dans les conflits d'usage. En effet, historiquement, la colonisation – qu'elle soit de peuplement ou de plantation – a procédé du contrôle et de la captation de l'espace, par sa démarcation effective et l'exploitation ou la mise en conservation de la matière, transformée en ressources. En Tanzanie, les colons avaient mis en réserve et en clôture de grandes surfaces de terres (plantations de sisal, de canne à sucre, de café, d'arachide, exploitation minière, exploitation forestière)¹³. Les productions qui en étaient issues devaient servir à alimenter la machine coloniale, la métropole et son industrialisation ; tandis que la mise en réserve de vastes surfaces de terres sous prétexte de protection de l'environnement offrait un espace réservé au tourisme et à la conservation d'une « nature » que l'on devait maîtriser pour pouvoir l'apprécier et en jouir pleinement, tout en allouant des parts de forêts en concession à des exploitants européens ou à des entrepreneurs du tourisme.

De la *Fortress Conservation* à la gestion participative de la « Nature »

- 6 L'opposition admise entre conservation et développement peut d'abord être nuancée par le fait que *de facto*, les activités qui relèvent de prime abord du champ de la préservation (parcs nationaux, safaris et chasse) représentent des retombées financières et économiques importantes pour le pays, du moins au niveau national (4,7 % à 13,3 % du PIB¹⁴). C'est donc bien un modèle de développement tourné vers l'activité touristique et dont le support vital reste la délimitation de zones non anthropisées. Aujourd'hui, 44 % de la Tanzanie est mise en clôture pour la protection de l'environnement (Maganga, 2016)¹⁵ sous la forme de 16 parcs nationaux, une aire de conservation (Ngorongoro), 38 réserves de chasse et 43 aires de chasse contrôlées (MNRT, 2017), des réserves forestières nationales et des sites RAMSAR. Entendus comme construits sociaux (Rautenberg, 2003 ; Descola, 2005 ; Heritier, Guichard-Anguis, 2008), les « patrimoines naturels » représentés par les différentes réserves sont outils de pouvoir, et d'un pouvoir aménageur excluant. La catégorisation juridique ou le « découpage cohérent de compétences administratives » (Lefeuvre, 1990, pp. 50-51) des « patrimoines naturels » en permettent donc le contrôle et définissent les termes de leur usage.
- 7 Pour la Tanzanie, J.L. Paul *et al.* (2011) apportent un éclairage sur l'autoritarisme du gouvernement colonial et postcolonial dans la gestion d'une « politique de

développement séparé des hommes et de la faune sauvage » (Matzke, 1971, cité par Paul *et al.*, 2011). Au-delà de sa matérialité, l'idéologie sous-jacente de ce que D. Brockington qualifie de « *fortress conservation* » est bien la qualification des citoyens en termes de *dangers* à écarter d'une « forteresse assiégée » (Baldus, 2009, p. 10, cité par Paul *et al.*, 2011, p. 165). Prenant comme exemple le Selous Game Reserve, J.L. Paul *et al.* soulignent ainsi « la constance du pouvoir, colonial et postcolonial, qui a permis la construction d'une nature sauvage, purifiée de toute présence humaine et le zèle meurtrier des gardes qui la préservent » (*ibid.*, p. 173). La vallée du Kilombero se situe à l'ouest du Selous et on retrouve les mêmes problématiques que celles observées par J.L. Paul *et al.* dans les villages bordant la réserve à l'est. Cette vallée comprend une vaste plaine alluviale, la plus importante d'Afrique de l'Est (796 735 ha), partie du bassin versant de la Rufiji. La vallée est resserrée dans un rift entre deux chaînes de montagne, au nord et à l'ouest les montagnes Udzungwa (culminant à 2579 m sur le Mont Luhombero, enregistrées en Parc National en 1994) et au sud-est les hauts plateaux de Mahenge (1000-1500m), parties de l'Arc oriental de Tanzanie, qui se rejoignent au sud de la vallée. Au nord, le Parc National Mikumi et à l'est le Selous Game Reserve délimitent les espaces accessibles aux populations locales. A l'ouest, l'établissement de la Kilombero Nature Reserve dans le prolongement du Parc National Udzungwa restreint aussi l'accès à ces ressources. Au centre, la plaine inondable a été classée comme Aire de Chasse contrôlée (*Game Controlled Area*) depuis 1956. Cette réserve a vu sa surface diminuée sur 625 500 ha en 2012 et ses frontières renforcées. La plaine a également été définie en site RAMSAR sur 796 735 ha depuis 2002. Le site RAMSAR et la KGCA sont maintenant gérés et financés par la Belgium Tanzania Corporation (BTC) et l'Union Européenne, en partenariat avec le SAGCOT pour son volet environnemental, sous le nom de KILORWEMP (BTC, 2016).

- 8 La principale raison donnée de cette re-catégorisation en site RAMSAR et de redéfinition des frontières de la KGCA est la protection des *puku*, antilopes dont 75 % de l'espèce se trouve dans la vallée et la préservation des zones humides. Comme le souligne D. Brockington concernant la création d'un sanctuaire de rhinocéros au nord du pays, ici la délimitation du site RAMSAR pour la protection des *puku* peut également servir de moyen pour « intégrer la réserve à la carte du pays et attirer l'attention au niveau international ». La catégorie légale de Game Controlled Area se superpose alors au site RAMSAR et se compose encore de quatre concessions de chasse datant de l'époque coloniale (*hunting blocks*)¹⁶.
- 9 L'appui financier international et le lobby environnementaliste ont renforcé le statut juridique et la mise en place des restrictions effectives d'accès associé au type de réserve Game controlled. Alors que les droits d'accès et les modalités d'exploitation des zones humides par les villageois étaient gérés au niveau du village, c'est maintenant le district, au travers de l'installation de nouvelles bornes et de gardes, qui joue le rôle de gardien de l'espace. La redéfinition des frontières de la KGCA en 2012 a supprimé jusqu'à 75 % de certains villages limitrophes. La majorité des villageois riverains de ces réserves ne peuvent pas chasser, ne peuvent pas faire paître leur bétail et ne peuvent pas cultiver riz et maïs de façon légale¹⁷. Une affaire a été portée à la Haute Cour de Tanzanie par des villageois, soutenus par le Legal and Human Right Center en 2014. Les éleveurs et agro-pasteurs (principalement Maasaï et Sukuma), immigrés dans la vallée depuis les années 2000, ont été les plus touchés. Entre 2012 et 2014, des opérations de patrouille de police ont évincé plus de 5 000 éleveurs et leurs 200 000 têtes de bétail, des incendies d'habitation, des arrestations et des amendes ont eu lieu, menant dans

certains cas à des violences physiques fortes et des assassinats (Kitabu, 2012 ; Nindi, 2014 ; IWGIA, 2013).

- 10 Alors que la « *fortress conservation* » était la vision dominante de la protection environnementale, à partir des années 1980-1990, avec le nouveau paradigme de « développement durable » et l'impératif « participatif » impulsés par les institutions internationales, s'opère un tournant dans les politiques nationales de gestion des ressources naturelles et de la faune sauvage. De nouvelles formes d'inclusion des villageois dans la gestion de la biodiversité sont créées : les *Community-Based Natural Resources Management* (CBNR) et leur caractérisation spatiale et institutionnelle la plus généralisée, les *Wildlife Management Areas* (WMA). Plusieurs études ont montré les effets néfastes de la mise en place de ces WMA sur les conditions de vie des villageois concernés et l'autoritarisme avec laquelle elles étaient mises en place¹⁸.
- 11 Dans la vallée du Kilombero, deux principales WMA ont été délimitées dans la continuité des frontières du site KGCA et celles du Selous Game Reserve. En 2012, le gouvernement belge a financé 4 millions d'euros pour la mise en place effective du site RAMSAR, ainsi que pour l'aide au développement de plans d'aménagement des villages et la démarcation des frontières de 90 villages concernés par les zones humides, dans le district de Kilombero et celui d'Ulanga (BTC, 2012). Une entreprise allemande, AMBERO, travaille avec la BTC et les départements d'aménagement des districts sur la définition des frontières de la zone contrôlée et la création des zones WMA. A l'est de la vallée, entre le Selous Game Reserve et le site RAMSAR, une WMA a été enregistrée sous le nom de « ILUMA » et s'étend de Kivukoni à Igota, incluant sept villages dans le district d'Ulanga. Cette nouvelle WMA constitue une « zone tampon » au sein des villages bordant le Selous, dont la mise en réserve permettrait selon les promoteurs du projet, un trio gagnant : la conservation de la biodiversité, l'atténuation des risques liés au changement climatique et le développement des villages. Une autre WMA est en cours de négociation au sud d'Igota (Ulanga District Council, 2016). Alors que ces WMA sont présentées comme des outils de gestion participative de la nature, l'observation du processus de mise en place de ces zonages montre une réalité fort différente quant à la réalisation des promesses de retombées économiques et sociales, pour le moins peu visibles. Alors que les nouvelles limites n'ont pas été acceptées par les villageois, la restriction de l'accès à plus de 80 % des terres du village ainsi que l'éviction d'agropasteurs et de paysans font de la WMA un nouvel outil d'exclusion. Encerclés à l'ouest par les limites du site RAMSAR et à l'est par le Selous Game Reserve, les villageois font désormais face à une nouvelle restriction d'accès à leurs ressources. Le processus de création des WMA renforce et consolide les élites locales et favorise une conservation néolibérale de la nature (Igoe, Croucher, 2007) que certains qualifient de « marchandisation de la nature » (Fairhead *et al.*, 2012). Enfin, comme l'ont étudié Jim Igoe et Beth Croucher (2007) au travers de l'étude d'une WMA entre les parcs nationaux du Tarangire et celui du Lac Manyara, les enquêtes réalisées entre 2015 et 2017 dans le district d'Ulanga montrent que les agences transnationales de conservation de l'environnement associées à la complicité des agents du district provoquent une exacerbation de la pauvreté et un déni de la démocratie villageoise.

La « Nature » comme réserve : pour un modèle « rationnel » et « durable » de l'exploitation arboricole

- 12 Si la restriction de l'accès à un espace « naturel » est légitimée par la nécessité de sauvegarder une biodiversité particulière, elle peut également être portée par une vision rationnelle et technicienne de la gestion de cette « nature ». Les études sur le discours colonial environnementaliste posaient déjà la « Nature, mythique, comme prétexte et le paysage, dévasté, d'alibi » (Charlery de la Masselière, 1997, p. 39) pour imposer un modèle de développement agrotechnicien colonial et raciste où « l'esprit et la science du Blanc guidera (*sic*) la main du Noir » (Dohogne, 1946, cité par Charlery de la Masselière, 1997, p. 294). L'idéologie occidentale (biblique et coloniale) imposait ainsi une nécessaire maîtrise et possession de la nature pour, en particulier, « garantir la pérennité de l'approvisionnement du gouvernement et du négoce en produits forestiers » (Pouchepadass, 1993, p. 10). Les solutions à la crise écologique caractérisée par l'érosion des sols, la perte de leur fertilité et la diminution des rendements agricoles, relèvent alors encore d'une « ambiguïté constante entre un discours conservateur et les nécessités de transformation du milieu ; ambiguïté qui sert l'intervention technicienne, jugée seule capable de renouveler les ressources consommées » (Charlery de la Masselière, 1997, p. 33).
- 13 Décrivant l'histoire de la vallée de la Kilombero, Jamie Monson (1996) présente ainsi les liens étroits entre les politiques forestières coloniales de l'ère « conservationniste » [1920-1930] et les politiques agricoles¹⁹. L'objectif premier des forestiers était de « développer une exploitation plus rationnelle et 'scientifique' des feuillus tropicaux²⁰ » et non de maintenir vierges des forêts primaires. Elle explique également que, pour les communautés locales, cette période a eu comme conséquence la régulation exogène et un accès de plus en plus restreint aux ressources qui assuraient la subsistance depuis des générations. Ainsi, en restreignant l'accès à la forêt de Matundu sur les pentes des monts Udzungwa, les agents forestiers coloniaux se préoccupaient déjà de l'usage et de l'exploitation du bois dans une zone à valeur particulière, en raison de sa proximité avec les affluents de la rivière Kilombero et qui avait un accès direct aux voies de transport, en aval. En 1937, le conservateur colonial des forêts avait prévu d'accorder de grandes concessions aux Européens et de construire une scierie près de Mofu pour charger le bois jusqu'à Ifakara par les affluents de Kilombero, « comme la rivière Ruipa » (*ibid.*, 1996, p. 204).
- 14 Alors que la forêt constituait à la fois une menace, un risque à contrôler du temps de la colonisation, c'est également le « verdissement » de l'économie qui depuis les années 1990 a favorisé des investissements d'afforestation/reforestation sur de très larges surfaces, qui sont en fait des plantations arboricoles classiques (Benjaminsen *et al.*, 2011 ; Bergius *et al.*, 2017). Depuis le Rio+20, les politiques de développement promeuvent des « investissements responsables et durables », en incluant un volet environnemental dans les programmes de modernisation agricole (SAGCOT) ou dans le cadre des Mécanismes de Développement Propres (CDM), ou encore les initiatives REDD+. On retrouve ainsi des groupes de travail commun entre l'International Union for Conservation of Nature (IUCN), le SAGCOT et le Tanzania Forest Dialogue (TFD), comme le Land Use Dialogue (LUD) pour une « transformation agricole verte inclusive et durable », la promotion de « conservation business » pour une « Green Revolution ». Si on observe ainsi une évolution du discours vers un « verdissement » des activités

extractives et productives, celui-ci pérennise une vision technocratique de l'aménagement de l'espace rural et de ses ressources.

- 15 Jusqu'à présent, la Réserve Forestière de Matundu créée dans les années 1920 dans la Réserve Naturelle de Kilombero, interdit aux villageois l'accès aux produits forestiers. En 1992, la Kilombero Valley Teack Company, financée par le Commonwealth Development Corporation (CDC)²¹ acquiert 28 000 ha, répartis en quatre plantations distinctes. Deux se trouvent dans le sud-est de la vallée, entre le Selous Game Reserve et la Kilombero Game Controlled Area, et les deux autres à l'ouest au sein de la Réserve Forestière de Matundu. Cette acquisition de terres avait été présentée comme une contribution à la réduction de la dette tanzanienne. L'objectif affiché reste la « protection de l'environnement » et la « production verte » de teck, dont 90 % sont exportés en Inde²². Le directeur de la compagnie insiste sur le fait que « contrairement aux accaparements des terres avec des monocultures agricoles [ils participent] à la reforestation et la protection de la biodiversité »²³. L'entreprise affiche que la majorité de leurs terres sont réservées à la protection de l'environnement, comme corridor entre le Selous Game Reserve et le site RAMSAR, alors que les travailleurs de la plantation dénoncent la coupe de forêts primaires. De son côté, le directeur du service des forêts de KVTC met en avant le fait que ces zones réservées n'attendent que d'être investies par du teck, et que la promotion de la conservation de la biodiversité n'est qu'un outil pour recevoir des fonds de la part d'institutions internationales²⁴. Par ailleurs, on observe des contradictions entre les promesses de développement et de retombées économiques annoncées auprès des villageois et la réalité vécue. Alors que des annonces *via* des radios locales sont faites pour promouvoir la production de teck par les villageois, aucune promesse d'achat n'est signée en amont et aujourd'hui la majorité des villageois interrogés se voient refuser la vente de leur bois par KVTC, dont la propre production suffit. Les plantations de teck villageoises servent alors de « zone tampon » avec les plantations de KVTC, limitant les risques d'incendies sur ces dernières. Les limites des trois plantations sont controversées et contestées par les villageois. Certains des plans d'aménagement présentent plus de 50 % du village destiné à la plantation KVTC (Ulanga District Council, 2012). Enfin, les fonds de développement des villages sont subordonnés à la surveillance permanente des plantations de KVTC par les villageois constitués en groupes. Si un incendie survient, si un chasseur est surpris à faire du braconnage ou si un éleveur y fait paître ses bêtes, alors le village voit sa subvention diminuer drastiquement.
- 16 Dans la même logique et le même discours conversationniste, en 1995, la compagnie Green Resources Ltd.²⁵ a acquis 34 000 ha de terres (12 000 ha de plus sont en cours d'acquisition dans le village d'Uchindile) dans les hautes terres au sud-ouest de la vallée. L'objectif affiché était la « reforestation » par la plantation de pins et d'eucalyptus, dans le cadre du Mécanisme de Développement Propre. La direction de l'usine à papier Mufindi Paper Mills, créée en 1978 et rachetée par le groupe indien Rai en 2005, a également acquis, grâce à une coopération avec Green Resources Ltd., 10 000 ha à Uchindile, le village ayant eu plus de 70 % de sa surface transformée en plantation de pins et d'eucalyptus. Ces transferts fonciers étaient subordonnés à la participation au développement local des villages concernés par Green Resources Ltd. Plus de vingt ans après le début des opérations, les représentants et villageois sont sceptiques. Les retombées annoncées (aide financière à l'école, électricité, emplois) sont infimes. Les entretiens avec les villageois révèlent des déceptions et des mécontentements forts, qui se retrouvent également à l'échelle du District dont les autorités ne voient pas les

bénéfices de ces transferts de terre. Au-delà de l'expansion des surfaces sous contrôle de la plantation, la pression foncière s'accroît dans les interstices. Elle est d'autant plus forte que les programmes d'appui à la production de bois incitent de nouveaux investisseurs à étendre leur production, alors même que la dégradation des sols par ces types d'arbres met en question la durabilité des exploitations (entretien avec le directeur du département des forêts de Mufundi Paper Mills, Uchindile, 2015).

La « Nature » à la périphérie : contradictions environnementales et développement des interstices

Dans et au-delà des aires de conservation : barrages hydroélectriques, exploitations minières et gazières

- 17 Il n'y a de contradiction que lorsqu'il faut légitimer l'exclusion des populations locales au nom d'une « Nature » à préserver, mais non lorsqu'il s'agit, au nom de l'intérêt de la Nation, de mettre en place un projet de développement agricole ou industriel, tel qu'un barrage hydroélectrique, une mine ou l'extraction de gaz en plein cœur d'un espace protégé. On observe donc plutôt ce que J.L. Paul *et al.* qualifient de « collaborations conflictuelles » (2011, p. 163). Ainsi, le barrage hydroélectrique de Kihansi dans les montagnes Udzungwa avait provoqué la résistance des fervents de la protection de la biodiversité, et particulièrement de la sauvegarde des grenouilles Kihansi, classées aujourd'hui comme « espèce éteinte à l'état naturel » par l'IUCN. Actuellement, à l'est de la vallée, le projet de barrage hydroélectrique sur les gorges de Stiegler dans le Selous Game Reserve provoque également des débats. Première réserve de chasse (50 000 km²)²⁶, le Selous Game Reserve a été classé au Patrimoine Mondial de l'UNESCO en 1982²⁷. L'idée de la mise en place d'un barrage sur les gorges de Stiegler remonte également à l'époque coloniale au début des années 1900 et couvrirait 1 350 km². WWF est particulièrement actif contre cette « pression industrielle » envers la faune sauvage (WWF, 2017). Aujourd'hui, le gouvernement allemand tente d'influencer les décisions du gouvernement tanzanien en dénonçant les dangers de ce plan de barrage (Daily Nation, 28/06/2017).
- 18 Alors que les contradictions entre conservation et développement s'observent dans les discours des organismes internationaux, les objectifs d'usage des espaces peuvent aussi changer lorsqu'on découvre qu'au-delà des retombées financières issues de l'économie touristique, les sous-sols regorgent de minerais, de gaz, etc. Ainsi, de nombreuses concessions ont été allouées pour l'activité minière dans le Selous Game Reserve, comme le Mkuju River Project sur 189 km² pour l'extraction d'uranium par la société canadienne Uranium One.
- 19 On observe également des contradictions sur la mise en place du site RAMSAR. En octobre 2015, les compagnies pétrolières Tata Petrodyne et Swala Oil&Gas Plc Tanzanie ont signé un accord d'exploitation d'hydrocarbures sur une surface prévue à 6 000 ha dans le bassin de Kidatu, au nord de la vallée. Le bassin de Kilombero²⁸ et la vallée de Kilosa ont également été étudiés grâce à une licence d'exploration couvrant 27 300 ha. Le consortium prévoit d'extraire des hydrocarbures sur le site RAMSAR, s'ils respectent la condition suivante : « l'une des conditions données à Swala était de donner l'assurance que l'entreprise conserverait l'antilope puku, une espèce endémique seulement trouvée dans la zone humide de Kilombero²⁹ » (Fadhila Khatibu, cité par

Xinhua, 16/07/2017) et « d'utiliser un minimum de bruit pendant ses opérations pour éviter de déranger la faune, y compris l'antilope puku³⁰ » (Glory Kombe, cité par Xinhua, 16/07/2017). Dans la logique de protection d'un site RAMSAR, on pourrait voir une contradiction entre l'éviction violente d'éleveurs et de paysans, et l'allocation d'une partie de cet espace pour l'extraction de gaz. On constate surtout une certaine complémentarité dans le transfert d'usage selon une logique productiviste, l'espace ainsi enclot et contrôlé par le gouvernement pouvant être alloué à de nouveaux acteurs internationaux pour des objectifs extractivistes.

- 20 Enfin, récemment, l'entreprise australienne Kibaran Resources a acquis une concession d'extraction de graphite à Epanko, dans le district d'Ulanga à proximité du Selous, alors que les WMA devraient à terme s'étendre sur l'ensemble des limites de la réserve. La mise en place de cette nouvelle mine s'est accompagnée d'un processus d'expulsion des villageois, processus qui a récemment été suspendu par le gouvernement car aucun plan de relogement n'a été entrepris³¹. D'autres concessions ont été allouées pour l'extraction de rubis et d'or autour de Mahenge, principalement à des investisseurs indiens. On observe ainsi, dans les interstices de la conservation la prolifération d'exploitations minières et gazières qui entre également en contradiction avec les objectifs affichés de préservation des ressources en eau de l'ensemble bassin Rufiji.

Dans les interstices des aires de conservation : prolifération des plantations agricoles

- 21 Il y a complémentarité efficace et certaine dans le contrôle de l'espace et des ressources par l'Etat néolibéral et les acteurs privés globalisés. Si la territorialisation est entendue comme le fait de proscrire ou de permettre des activités spécifiques au sein de limites spatiales (Vandergeest, Peluso, 1995, p. 387 ; Peluso, Lund, 2011), la mise en place de réserves environnementales a historiquement permis le contrôle des ressources, au-delà même des limites spatiales des réserves³².
- 22 Aujourd'hui, dans le cadre du SAGCOT, les zones inondables du cluster Kilombero sont présentées comme un « potentiel pour des projets d'irrigation à grande échelle » alors qu'elles sont définies comme site RAMSAR, excluant les éleveurs d'aires de pâture, et les paysans de champs à cultiver. Ainsi, les réserves peuvent être vues en premier lieu comme une réserve de ressources, plurielles et qui peuvent muter dans leurs usages. Alors que les ressources en eau en amont sont préservées par des réserves naturelles ou forestières (exploitées pour certaines par des plantations industrielles) et les réserves en aval conservées par le RAMSAR, on peut voir dans les interstices bordant ces sites de conservation la prolifération de monocultures sur de grandes surfaces, hautement mécanisées et utilisant de nombreux intrants chimiques. Cette forme de production de l'espace n'est pas nouvelle. Déjà à l'époque coloniale, J. Monson montre comment « les conflits autour de la construction des canoës dans la vallée du Kilombero exemplifiaient les interrelations complexes entre les politiques conservationnistes et agricoles, parce que les canoës liaient la forêt à la ferme, et la ferme au marché³³. » J. Monson explique ainsi que la Réserve Forestière de Matundu a été l'une des « arènes » dans laquelle les conflits dans le contrôle de la production agricole, de la production de bois et du marché ont été exacerbés. Ainsi en 1976, alors que l'administration coloniale des forêts souhaitait mettre en place une scierie dans la plaine de Ruipa, le gouvernement Nyerere décide d'y installer une plantation de 10 000 ha de canne à

sucré, grâce à l'expertise de l'entreprise British Booker Tate Company (figure 2). Cette plantation n'ayant pas été investie par le gouvernement, de nombreux paysans et éleveurs y avaient migré et formé des villages. La revitalisation de ce projet est aujourd'hui sous les projecteurs du programme SAGCOT. Le gouvernement présente cet espace comme un site « prêt et démarqué » et de haute priorité pour de futurs investissements (SAGCOT, 2012a) alors que l'espace est densément peuplé et cultivé (Blache, 2017). Dans cette zone, la résistance est d'autant plus grande que les villages concernés par le projet de canne à sucre ont également fait face à une restriction d'accès aux zones humides à l'est³⁴, à l'extension des limites de la Réserve Forestière de Matundu à l'ouest et à la création du « corridor Ruipa » entre les deux réserves, sur la rivière Ruipa.

Figure 2. Projet de plantation de canne à sucre à Ruipa, dans les interstices de la conservation environnementale.

Réalisation : auteure, 2017

Source : Plan d'aménagement du district de Kilombero (2012-2022)

Dans les interstices des aires naturelles : un développement par le déplacement de population et le contrôle de la force de travail

- 23 La mise en réserve environnementale et en territoire productif s'accompagne enfin du contrôle de la force de travail. Le processus de territorialisation a historiquement porté sur le contrôle des populations et l'encadrement de la paysannerie. Alors que le SAGCOT prévoit des programmes particuliers de relogement des populations expulsées³⁵, la vallée a été le réceptacle de nombreux programmes de déplacements et de concentration de populations depuis l'époque coloniale. Les plans de relogement les plus importants se sont fait avec les Anglais. Le commerce du riz et du bois a été soumis à des taxes par les colonisateurs et « les paysans de Kilombero qui payaient l'impôt avaient reçu l'ordre de planter du coton plutôt que du riz comme culture commerciale » (Monson, 1996, p. 204). Considérant que les « chefs des tribus » ne contrôlaient pas assez leur population et qu'il était difficile de collecter des taxes dans des habitations dispersées, mais avec un objectif affiché de lutter contre la mouche tsé-tsé en 1940, « les officiers britanniques du district de Mahenge commencèrent à imposer ce qui deviendrait le second plus grand projet de réinstallation de toute la colonie. (...) Ils déplacèrent les populations rurales près des sièges des chefs, dans les villes et le long des routes » (Monson, 2009, p. 76). Ces programmes de relogement étaient liés à la mise en place de plantations sur de grandes surfaces. Ainsi, entre le Selous Game Reserve et le Udzungwa National Park, la Kilombero Sugar Company Ltd (KSCL) s'étend sur deux

blocs de canne à sucre de 12 000 ha, établis sur les deux rives de la rivière Great Ruaha, au nord de la vallée (Martiniello, 2015 ; Sulle, Smalley, 2015). Les Indiens avaient introduit la culture de la canne à sucre dans la vallée dans les années 1930. En août 1960, « sous l'impulsion de l'ancien consul hollandais » (Martiniello, 2015, p. 7) a été créée la KSCL, soutenue par les lois et les instruments financiers coloniaux (Kopoka, 1989 ; Sprenger, 1989 ; Beck, 1964). En 1962 un nouveau plan de regroupement et de réinstallation des populations est imposé pour « établir l'ordre social, le contrôle politique et la productivité économique. (...) Le Kilombero Settlement Scheme était localisé sur la route principale entre Mikumi et Ifakara, incorporant les villages d'Ichonde, de Sonjo et de Kichangani. Au total, le projet comprenait 1000 acres de terres défrichées qui ont été allouées à 250 familles pour devenir des « petits producteurs », où ils cultiveraient de la canne à sucre en tant que sous-traitants de la Kilombero Sugar Company³⁶ » (*ibid.*, 2009, p. 76). Les programmes d'agriculture sous contrat étaient portés à la fois par la demande de la métropole coloniale en produits agricoles et la nécessaire « aide » aux paysans africains pour prévenir l'érosion des sols (Charlery de la Masselière, 1997, pp. 33-44 ; Kauzeni, 1993, p. 29). Ainsi, le contrôle de la paysannerie ne se fit plus uniquement sur l'achat de leurs produits mais également sur la production elle-même. Ces deux fonctions devenant toutes deux « portées et contrôlées par un unique corps, dans les mains de l'État néo-colonial³⁷ » (Shivji, 1987, p. 126). En 1967, la plantation a été nationalisée et en 1975, elle a été placée sous le contrôle de l'entreprise paraétatique Sugar Development Corporation (SUDECO)³⁸, financée par des institutions internationales. Un second plan de relogement a été financé par la Banque Mondiale en 1974, avec la mise en place d'un cadastre et d'un « projet de développement » de la plantation et des cinq blocs d'agriculteurs sous contrat à Kitete, entre la plantation et le Selous Game Reserve (Banque Mondiale, 1974). Ces programmes entraient dans la politique nationale Ujamaa, qui conduit, dans les années 1960-1970, à la création de plusieurs villages autour de la plantation (Huizer, 1971). En 1997-1998, lorsque les programmes d'ajustement structurel ont été adoptés, le gouvernement a vendu la majorité des parts de capital (75 %) au groupe Sud-African Illovo Group et à ED&F MAN British Commodity Trader Company. Ces derniers ont relancé le système d'agriculture sous contrat et élargi la zone de contrôle (Mwami, 2011 ; Martiniello, 2015 ; Sulle, 2016). Faisant référence à cette plantation et aux villages voisins de Msolwa-Ujamaa et Ruhembe, des chercheurs qualifient cet espace de « zone frontière » (Cliffe, 1977) qui aurait permis le développement du modèle agricole capitaliste et l'intégration des « petits producteurs dans les circuits de l'agrobusiness » (Martiniello, 2015). Située dans les interstices du Selous, du Parc National Mikumi et du Parc National Udzungwa, la plaine ainsi destinée à la production de canne à sucre bénéficie des ressources hydriques en aval et à proximité. La plantation irrigue les 12 000 ha directement en pompant les eaux de la Great Ruaha et profite du barrage hydroélectrique de Kidatu (dans le Parc National Udzungwa) alors que la rivière Great Ruaha a été conçue comme « corridor environnemental » entre les différentes réserves, interdisant aux villageois de cultiver à moins de soixante mètres des rives.

Conclusion : rurbanisation agricole et réappropriation de l'espace

- 24 Nous avons vu les continuités coloniales de l'aménagement dans la vallée du Kilombero et de sa territorialisation, de la conception et de la mise en place des aires protégées jusqu'aux complémentarités entre les projets de « préservation/conservation » de l'environnement et la mise en territoire productif via un cluster de modernisation agricole verte. Nous avons vu le lien entre le contrôle des ressources et celui des populations, le regroupement des populations et le contrôle de la force de travail par l'obligation (à l'époque coloniale) puis l'incitation aujourd'hui à intégrer des programmes d'agriculture sous contrat ou de gestion décentralisée de la « Nature ». Nous avons vu que les sphères du « développement économique et industriel » et de « protection de la nature » ne sont pas si éloignées. La délimitation d'espaces protégés en permet l'exploitation de leurs ressources, sur place (activités touristiques et de chasse, exploitation forestière, minière, gazière) ou en aval (réserves hydrologiques), dans les interstices. Egalement, de plus en plus, les concepts de « *green economy* », de modernisation agricole verte et soucieuse de la préservation d'une biodiversité d'importance capitale tendent à relativiser les limites entre « développement économique » et « protection de l'environnement ». Associant l'atténuation des risques liés au changement climatique, la conservation de la biodiversité et le développement des moyens de subsistance, cette nouvelle mode, après le « développement durable », permettrait un triple coup « gagnant-gagnant-gagnant ». Les plantations arboricoles dans le cadre des Mécanismes de Développement Propre tout autant que les monocultures de riz ou de canne à sucre dans les interstices des zones protégées entrent également dans cette tendance au « verdissement » de l'économie extractive.
- 25 Malgré tout, aujourd'hui, la complexification du système d'acteurs agissant aux échelles internationales, nationales et locales et le glissement du rôle de l'État dans la construction de l'espace – notamment par les transactions foncières et l'encadrement de la paysannerie – ne doivent pas cacher les stratégies de résistance de ceux qui vivent sur ces espaces. En effet, ce « rapport à l'espace qui ne s'invente plus, qui s'impose [et entraîne] l'effacement de la nature sociale et symbolique de l'espace » (Charlery de la Masselière, 2014) ne le fait pas sans faire face à des résistances et sans conflictualité avec les dynamiques sociales locales. Les réactions des populations locales face à ces grands projets d'aménagement sont différentes de celles observées durant la période coloniale. L'héritage de cette histoire de captation, d'imposition d'un modèle de développement (voir le travail dans les *estates*, les migrations forcées et les relogements organisés) a façonné l'histoire des espaces ruraux tanzaniens et participe à la mobilisation des acteurs locaux pour le maintien de ressources en passe de devenir interdites (Nelson, *et al.*, 2012). Des pouvoirs locaux s'organisent dans des réseaux plus ou moins denses et élargis pour maintenir l'accès à des ressources foncières, forestières et hydriques. Les formes de réappropriation de l'espace sont variées : d'un espace local globalisé par les communications téléphoniques et de transport, d'un espace global localisé par des stratégies d'adaptation et de « participation » des villageois, les hybridations et aller-retours du local au global permettent à chaque acteur de trouver une mince voie de sortie vers des horizons un peu moins précaires. Finalement, de nouvelles dynamiques de réappropriation des espaces (dans les représentations mais aussi dans les pratiques) sont engagées par les acteurs « locaux », des contestations et

des formes de résistance au niveau local, national ou régional se soulèvent, pouvant rappeler par certains aspects « l'Utopie » d'Henri Lefebvre, d'un espace vécu, réapproprié par ses acteurs.

BIBLIOGRAPHIE

- BECK A.D. (1964), "The Kilombero Valley of South-Central Tanganyika", *East Africa Geographical Review*, 2, April, pp. 37-43.
- BENJAMINSEN T.A., BRYCESON I. (2012), "Conservation, green/blue grabbing and accumulation by dispossession in Tanzania", *The Journal of Peasant Studies*, 39, 2.
- BERGIUS M. *et al.* (2017), "Green economy, Scandinavian investments and agricultural modernization", *The Journal of Peasant Studies*, doi: 10.1080/03066150.2016.1260554.
- BLACHE A. (2018), "The Lands Use Plans and the villages' subdivisions in the global land rush: the case of the Ruipa Site in the Kilombero Valley, Morogoro Region, Tanzania", *Mambol*, 15, 1, IFRA, Nairobi.
- BLACHE A., DEEL M. (2018), « Captation des ressources et complexification des systèmes d'acteurs : regards croisés sur les espaces ruraux tanzaniens et argentins », in EYCHENNE C., BLACHE A., *Dynamiques foncières au nord et au Sud*, PUM (en cours de publication).
- BLUWSTEIN J., LUND J.F. (2016), "Territoriality by Conservation in the Selous-Niassa Corridor, Tanzania", *World Development*, 101, pp. 453-465.
- BROCKINGTON D. (2002), *Fortress conservation: the preservation of the Mkomazi Game Reserve*, Tanzania, Bloomington, Indiana University Press.
- BROCKINGTON D., IGOE J. (2006), "Eviction for Conservation: A Global Overview", *Conservation and Society*, 4, 3, pp. 424-470.
- CHACHAGE C. (2010), *Land acquisition and accumulation in Tanzania: the case of Morogoro, Iringa and Pwani regions*, Research Commissioned for Pelum Tanzania.
- CHARLERY de la MASSELIÈRE B. (1997), « De la nature comme regret à la nature comme prétexte », in SINGARAVELOU J. (dir.), *Pratiques de gestion de l'environnement dans les pays tropicaux, Espaces Tropicaux*, 15, Talence, DYMSET, CRET, pp. 33-44.
- CHARLERY de la MASSELIÈRE B. (2014), *Penser la question paysanne en Afrique intertropicale*, PUM, Toulouse, 176 p.
- CHARTIER D., RODARY E. (dir.) (2016), *Manifeste pour une géographie environnementale*, Paris, Presses de Sciences Po, 412 p.
- CHOUQUER G. (2012), *Terres porteuses, entre faim de terres et appétit d'espace*, Paris, Actes-sud/Errance, 250 p.
- CLIFFE L. (1977), "Rural class formation in East Africa", *The Journal of Peasant Studies*, 4, 2, pp. 195-224.
- DESCOLA P. (2005), *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 533 p.

- FAIRHEAD J., LEACH M. & SCOONES I. (2012), "Green Grabbing: a new appropriation of nature?", *The Journal of Peasant Studies*, 39, 2, pp. 237-261.
- GRECO E. (2015), *Local politics of land and the restructuring of rice farming areas: A comparative study of Tanzania and Uganda*, LCSV working paper series, 12, 42 p.
- HALL D. et al. (2011), *Powers of Exclusion: Land Dilemmas in Southeast Asia*, Chelsea, University of Hawai'i press, Honolulu, 257 p.
- HAVNEVIK J.K. (1993), *The Limits to Development from Above*, Uppsala, Nordiska Afrika Institutet, 343 p.
- HERITIER S., GUICHARD-ANGUIS S. (2008), « Présentation », in HERITIER S., GUICHARD-ANGUIS S. (dir.), *Le patrimoine « naturel », entre culture et ressource*, *Revue Géographie et Culture*, L'Harmattan, 149 p.
- HOBEN A. et al. (1992), *Rural Land Policy in Tanzania : Issues paper*, Report prepared for the World Bank.
- HUIZER G. (1971), "The Ujamaa village program in Tanzania: new forms of rural development", *Studies in Comparative International Development*, 8, 2, pp. 183-207.
- IGIWA (2013), *Forced Evictions of Pastoralists in Kilombero and Ulanga Districts in Mgorogoro Region in Tanzania*, IGIWA brief, 4 p.
- IGOE J., CROUCHER B. (2007), "Conservation, Commerce, and Communities: The Story of Community-Based Wildlife Management Areas in Tanzania's northern Tourist Circuit", *Conservation and Society*, 5, 4, pp. 534-561.
- ILLIFE J. (1979), *A Modern History of Tanganyika*, Cambridge, UK, Cambridge University Press, 616 p.
- KAMAGI D. (2017), "Tanzania Eyes Hydropower Project in World-Heritage Site Selous Reserve, Igres Criticism", *Daily Nation*, 28/06/2017, <http://allafrica.com/stories/201706280628.html>.
- KAUZENI A.S. et al. (1993), *Land use planning and resource assessment in Tanzania : a case study*, IIED, 140 p.
- KITABU G. (2012), "Three sides of Kilombero evictions drive: Rare species, cattle burden, foreign investments", *IPP Media*, 11/11/2012.
- KOPONEN J. (1995), *Development for Exploitation: German Colonial Policies in Mainland Tanzania, 1884-1914*, The Nordic Africa Institute, Helsinki, Finnish Historical Society, 740 p.
- LARRERE C. (2006), « Développement durable : quelques points litigieux », *Les ateliers de l'éthique*, 1, 2, Automne, pp. 9-18.
- LARSON L.E. (1976), *A History of the Mahenge (Ulanga) District, c.1860-1957*, PhD thesis, University of Dar es Salaam, 406 p.
- LEFEBVRE H. (2000 [1974]), *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 512 p.
- MAGANGA F. (2016), "Dispossession through Formalization: Tanzania and the G8 Land Agenda in Africa", *Asian Journal of African Studies*, 40, August 2016, pp.1-49.
- MARTINIELLO G. (2015), "'Don't Stop the Mill': South African Sugar, Agrarian Change and Outgrowers Adverse Incorporation in the Kilombero Valley, Tanzania", *BICAS working paper* 19.
- MONSON J. (1996), "Cae-Building under Colonialism – Forestry and Food Policies in the Inner Kilombero Valley – 1920-40", in MADDOX G., GIBLIN J. L. & KIMAMBO I.N. (eds.) (1996), *Custodians*

- of the Land: Ecology & Culture in the History of Tanzania*, Eastern African Studies, Oxford, Kampala, Dar es Salaam, Nairobi, Athens, 285 p.
- NELSON F., SULLE E. & LEKAITA E. (2012), *Land Grabbing and Political Transformation in Tanzania*, LDPI, 24 p.
- NINDI S.J. *et al.* (2014), "Conflicts over land and water resources in the Kilombero valley floodplain, Tanzania", *African Study Monography, Suppl.* 50, pp. 173-190.
- PAUL J.L. *et al.* (2011), « Appropriation des ressources "naturelles" et criminalisation des communautés paysannes. Le cas du Rufiji, Tanzanie », *Civilisations*, 60, 1, pp. 143-174.
- PAUL J.L. *et al.* (2014), « La participation des communautés locales à la marchandisation de la Nature », *Civilisation*, 63, 1, pp. 255-271.
- PEDERSEN R.H. (2016), "Access to land reconsidered: The land grab, polycentric governance and Tanzania's new wave land reform", *Geoforum*, 72, pp. 104-113.
- PELUSO N.L., LUND C. (2011), "New frontiers of land control: An introduction", *The Journal of Peasant Studies*, 38, 4, pp. 667-681.
- POUCHEPADASS J. (1993), « Introduction », in POUCHEPADASS J. (dir.), *Colonisations et environnement*, Société française d'histoire d'outremer (Bibliothèque d'histoire d'outremer), Paris, pp. 5-22.
- RASMUSSEN M.B., LUND C. (2016) "Reconfiguring Frontier Spaces: The Territoriality of Resource Control", *World Development*, 101 (C), Elsevier, pp. 388-399.
- RAUNTENBERG M. (2003), « Comment s'inventent de nouveaux patrimoines : usages sociaux, pratiques institutionnelles et politiques publiques en Savoie », in DAVALLON J. (dir.), *Culture & Musées*, 1, Nouveaux regards sur le patrimoine, pp. 19-40.
- RUGONZIBWA P. (2012), "Tanzania: Kilombero Sugarcane Project Flops", *Daily News*, 2012/01/23, <http://allafrica.com/stories/201201240459.html>, accessed 03/07/2015.
- SAGCOT (2011), *Greening the Southern Agricultural Growth Corridor of Tanzania*, Dar es Salaam, SAGCOT, 2 p.
- SAGCOT (2012a), *SAGCOT Investment Partnership Program – Opportunities for Investors in the Sugar Sector*, Dar es Salaam, SAGCOT, 52 p.
- SAGCOT (2012b), *SAGCOT Investment Partnership Program Initiatives to ensure full community involvement and environmental safeguards while putting underutilized land to productive use – Presentation by Hon Minister for Lands, Housing & Human*, 15 p.
- SAGCOT (2013), *Environmental and Social Management Framework (ESMF)*, 175 p.
- SHIVJI I. (1987), "The roots of agrarian crisis in Tanzania – a theoretical perspective", *Eastern African Social Science Review*, 3, 1, January, pp. 11-134.
- SHIVJI I. (1998), *Not yet democracy: reforming land tenure in Tanzania*, IIED – Hakiardhi, London, 144 p.
- SULLE E. (2016), "Social Differentiation and the Politics of Land: Sugar Cane Outgrowing in Kilombero, Tanzania", *Journal of Southern African Studies*, 43, 3, pp. 517-533, <http://dx.doi.org/10.1080/03057070.2016.1215171>.
- SUNSERI T. (2002), *Vilimani: Labor Migration and Rural Change in Early Colonial Tanzania*, Portsmouth, Heinemann, 223 p.
- TURNER R. (2017), *World Travel and Tourism Council, Ecomic Impact Tanzania*, WTTC, London, 18 p.

USAID – GEMS (2017), *Virtual Field Visit Briefing Proposed Smallholder Irrigation Project/Kilombero Valley, Tanzania*, USAID Environmental Compliance and Environmental Procedures Workshop.

VANDERGEEST P., PELUSO N. (1995), “Territorialization and State Power in Thailand”, *Theory and Society*, 24, 3, pp. 385-426.

WWF (2017), *The true cost of power, The facts and risks of building Stiegler’s gorge hydropower dam in Selous Game Reserve, Tanzania*, WWF, Gland, Switzerland, 55 p.

NOTES

1. Le Southern Agricultural Growth Corridor of Tanzania (SAGCOT) a désigné sept zones prioritaires (*cluster*) dans lesquelles on prévoit le regroupement d’investissements agricoles, depuis l’allocation de grandes surfaces de terres pour la production, la création d’infrastructures de stockage, de transports, permettant de couvrir l’ensemble de la chaîne de production jusqu’à l’exportation ou la commercialisation des produits. Cet article traitera du « cluster Kilombero ».
2. Ou *Kobusvardonii*, antilope quasi menacée (selon l’International Union for Conservation of Nature - IUCN), endémique de la vallée du Kilombero.
3. Qui intègre aide, technicisation et intégration au marché.
4. Cette analyse est le fruit de trois terrains de recherche d’un total de treize mois effectués entre 2014-2017. La méthodologie employée oscille entre une approche anthropologique des jeux d’acteurs, d’observations participantes, de focus groups et une analyse géographique quantitative et qualitative des moyens de production, des mobilités et des changements d’accès aux ressources dans le temps long (i.e. depuis les années 1930).
5. Traduction de l’auteure : “*the great agricultural potentialities of this lowland, enhanced by its fertile alluvial soils, [which] attracted attention as long ago as 1909*”.
6. Qui constituent les limites administratives de la vallée.
7. Southern Agricultural Growth Corridor of Tanzania.
8. Traduction de l’auteure : “*these nearly 800,000 hectares of flood plain are among the most valuable in Tanzania for large scale paddy rice and sugar cane production due to seasonal flooding and potential for large scale irrigation schemes*”.
9. 117 % d’augmentation de la population depuis 1988 d’après le National Bureau of Statistics Tanzania, 2012.
10. Nous n’aborderons pas la question de la planification et des plans d’aménagement à proprement parler, qui a fait l’objet d’un précédent article (Blache, 2018).
11. Ministère des Ressources Naturelles et du Tourisme (MNRT), la Tanzania National Parks Authority (TANAPA), la Tanzania Wildlife Authority (TAWA), la Wildlife Division (WD) et le Tanzania Wildlife Research Institute (TAWIRI).
12. Terme aujourd’hui contesté mais entendu ici comme Ansom *et al.*, 2014.
13. Entre 1923 et 1961, plus de trois millions d’acres ont été alloués à des investisseurs étrangers (Hoben, 1992).
14. World Travel and Tourism Council, Economic Impact 2017, Tanzania.
15. Le MNRT indique 28% de la Tanzanie mais n’inclut pas les réserves forestières, les sites RAMSAR ni les zones tampons (« *buffer-zones* »).
16. Une des compagnies qui possède une concession, la Kilombero North Safaris Ltd., spécialisée dans la chasse au buffle et au léopard, opérait déjà pendant la colonisation.

Fait intéressant, dans les années 1980, le directeur de cette entreprise a transformé 500 ha de blocs de chasse en une plantation de riz après la diminution du nombre d'animaux. En 1999, la société Mofu Farms Ltd. a été enregistrée par un Tanzanien, qui travaillait auparavant comme comptable pour l'investisseur canadien (entretien à Ihenga, juin 2016).

17. Entretien, Mofu, avril 2017.

18. Voir Igoe, Croucher, 2007 ; Kidegesho, 2008 ; Paul, *et al.*, 2011 ; Benjaminsen, *et al.*, 2011.

19. Traduction de l'auteure : *"The forestry policies of the 'conservationist era' were related in several ways to agricultural policies in the same period"* (Monson, 1996, p. 201).

20. Traduction de l'auteure : *"(...) to develop a more rational and 'scientific' exploitation of tropical hardwoods."*

21. Maintenant détenue par deux fonds de pension Global Environment Fund et Funnfund.

22. Entretien avec un investisseur indien, et le directeur de KVTC, Mavimba, août 2015.

23. Entretien, Mavimba, août 2015.

24. Entretien informel, Igota, mars 2017.

25. Anciennement Escarpment Forest Company Ltd. et financé par Phaunos Timber Fund, New Africa, Steinerud, Macama, Storebrand ASA, Verbene Investment Ltd., TRG et Preben Invest AS. Le changement de nom des compagnies est une stratégie d'entreprise répandue en Tanzanie, car cela leur permet de prolonger les années de défiscalisation prévues dans la phase de lancement des investissements.

26. Instituée en 1905 par le Gouverneur de l'Afrique orientale allemande, et nommé Selous en 1922 du nom d'un lieutenant britannique mort durant la première guerre mondiale.

27. Voir Koponen, 1994 ; Paul, *et al.*, 2011.

28. Catégorisé en site Ramsar.

29. Traduction de l'auteure : *"one of the conditions given to Swala was to give assurance that the firm will conserve the puku antelope, an endemic species only found in Kilombero wetland."*

30. Traduction de l'auteure : *"Swala has also been instructed to use minimum noise during its operations to avoid disturbing wildlife, including the puku antelope."*

31. Entretien à Mahenge, mars 2017.

32. Ainsi, d'un côté, « l'idéologie conservationniste » produit un discours basé sur la « conservation de la biodiversité » et promeut des solutions technologiques et technocratiques contre l'érosion des sols, d'un autre, la mise en réserve de sources hydriques au sein de forêts montagneuses permet une rationalisation de la production en aval, via des aménagements techniques (en priorité sur de grandes surfaces). Comme l'indique l'USAID dans le rapport d'un projet d'irrigation depuis la rivière Ruipa « le but principal de déclarer une réserve forestière est la protection des bassins versants et l'amélioration de la production en aval » (Global Environment Management Support – USAID, 2016, p. 3).

33. Traduction de l'auteure : *"(...) the conflicts over canoe building in the Kilombero valley exemplify the complex interrelationship between conservationism and agricultural policy, because canoes linked the forest to the farm and the farm to the market."* L'article de Monson "Canoe-building under colonialism - forestry and Food policies in the inner Kilombero valley 1920-1940" traite de la construction de canoës, symbole de la rencontre entre politiques conservationnistes (forêt qui fournissait le bois de « mvule » pour la

construction des canoës aux populations locales) et agricoles (canoës qui servaient de connexion entre les forêts et la plaine où l'on cultivait le riz). Le contrôle et la restriction de la construction de canoës allaient de pair avec le contrôle des forêts et la mise en place de taxes (sur le riz) sur les affluents de la rivière Kilombero, jusqu'à Ifakara.

34. Entre 10 et 75 % de la surface des villages d'après l'étude des plans d'aménagement fournis par le District de Kilombero.

35. Project Affected People (PAP), Resettlement Action Plan (RAP), Resettlement Policy Framework (RPF).

36. Traduction de l'auteure : *"(...) that was designed to establish social order, political control, and economic productivity. (...) The Kilombero Settlement Scheme was located on the main road between Mikumi and Ifakara, incorporating the villages of Ichonde, Sonjo and Kichangani. In total the scheme comprised 1,000 acres of cleared land that was allocated to 250 families for development into 'smallholding', where they grew sugar cane as outgrowers for the Kilombero Sugar Company."* (Monson, 2009, p. 76).

37. Traduction de l'auteure: *"handed and controlled by a unique body, in the hand of the colonial and neo-colonial State"*.

38. Aujourd'hui connu sous le nom de Sugar Board of Tanzania (SBT).

RÉSUMÉS

Dans cet article, nous traiterons des continuités coloniales de la production de l'espace et de la territorialisation de la vallée du Kilombero en Tanzanie, depuis la conception et la mise en place des aires protégées jusqu'aux complémentarités entre les projets de préservation/conservation d'une « Nature » idéalisée et la mise en territoire productif. À travers la notion même de corridor et les clusters de modernisation agricole verte qu'il dessine, le modèle stratégique et de planification du SAGCOT est le nouvel avatar d'un modèle de développement libéral « verdissant » depuis l'ère coloniale. La question de recherche porte sur la production de l'espace et ses contradictions dans le temps historique du développement colonial et postcolonial, en s'interrogeant sur les continuités ou discontinuités qu'introduisent les dynamiques contemporaines. Dans une première partie, nous verrons que la « Nature », placée au centre des projets de réserves coloniaux et postcoloniaux a servi d'outil de légitimation, de restriction et de contrôle d'un espace, et permettait déjà leur exploitation, que ce soit pour l'arboriculture ou le tourisme. Dans un second temps, nous verrons qu'au-delà du discours conservateur, cette « Nature » peut servir de ressource pour l'activité extractive au sein même des réserves et le développement agricole dans les interstices de la conservation.

In this article, we discuss the colonial continuities of space production in the Kilombero Valley in Tanzania and its territorialisation, from the design and implementation of protected areas to the complementarities between the "preservation/conservation" of an idealized "Nature" and the establishment of productive territory. Through the concept of "corridor and the clusters" for a green agricultural modernization that it draws, SAGCOT's strategic and planning model is the new avatar of a "greening" liberal development model since the colonial era. The research question focuses on the production of space and its contradictions in the historical time of

colonial and postcolonial development, by questioning the continuities or discontinuities introduced by contemporary dynamics. In a first part, we will see that “Nature”, placed at the center of colonial and postcolonial reserves already allowed their exploitation for arboriculture or tourism. In a second part, we will see that beyond the conservationist discourse, this “Nature” can serve as a source of resources for extractive activity within the reserves themselves and for agricultural development in the interstices of environmental conservation.

INDEX

Mots-clés : production de l’espace, développement postcolonial, conservation néolibérale, agrobusiness, modernisation verte, Kilombero, Tanzanie

Keywords : space production, postcolonial, neoliberal conservation, agribusiness, green modernization, Kilombero, Tanzania

AUTEUR

ADRIANA BLACHE

Doctorante en Géographie, Université de Toulouse II-Jean Jaurès, UMR-LISST Dynamiques rurales, adriana.blache@gmail.com